

afrique du sud

# l'a.n.c. frappe au cœur du régime raciste

La répression a beau s'abattre avec violence sur le peuple sud-africain, la lutte pour la libération ne fait que se renforcer et a pris, ces derniers temps, un caractère de masse qui met le régime raciste, une fois de plus, sur la sellette.

Il est un peu plus de 22 h 30, ce dimanche 1<sup>er</sup> juin, lorsque les réservoirs géants du complexe pétrochimique de « Sasol I » et ceux de la raffinerie voisine s'enflamment. Au même moment, une autre explosion met le feu à une partie des installations de « Sasol II ». L'opération, dira Joe Steegman, directeur de la société d'Etat Sasol, a été « bien planifiée »

## opération spectaculaire contre les usines sasol

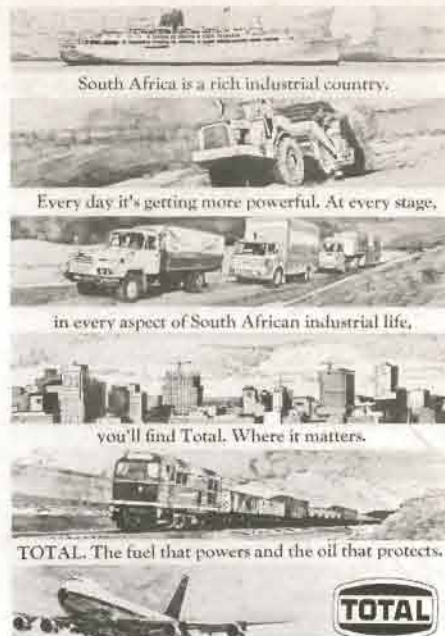
... D'autant mieux que les deux usines sont très éloignées l'une de l'autre puisqu'elles sont respectivement situées à 100 kilomètres au Sud et 200 kilomètres à l'Est de Johannesburg. Une bombe posée dans les bureaux de la Sasol à Johannesburg, toujours dans la soirée du 1<sup>er</sup> juin, a, en outre, été désamorcée de justesse !

Ces opérations, que revendiquera presque aussitôt l'African National Congress (ANC), sont les plus importantes jamais organisées depuis qu'existe le mouvement nationaliste sud-africain. Par l'ampleur des dégâts — l'estimation officielle

de 7,2 millions de dollars pour la seule usine de Sasol I, déjà considérable, devra vraisemblablement être révisée en hausse —, par le degré d'organisation dont ont fait preuve leurs auteurs et par le choix des objectifs.

Le projet Sasol n'est pas, en effet, un projet industriel tout à fait comme les autres. Il est la clé de l'indépendance énergétique de l'Afrique du Sud et le symbole de sa puissance économique. L'Afrique du Sud produit pratiquement toutes les matières premières indispensables à son économie, sauf une : le pétrole.

Conscientes de ce qu'un jour les menaces d'embargo pourraient bien se traduire dans les faits, les autorités sud-africaines ont lancé, dès la fin des années soixante, un ambitieux programme industriel de fabrication du pétrole à partir du charbon. Objectif : couvrir, en 1985, la moitié des besoins du pays en produits pétroliers. Et cela grâce à trois usines : Sasol I, première application sur une échelle industrielle d'un procédé de liquéfaction du charbon expérimenté par les Allemands pendant la seconde guerre mondiale, Sasol II, dont la construction a commencé en 1974, Sasol III enfin, encore à l'état de projet, et qui devait être construite sur le site de Secunda, près de Sasol II.



South Africa is a rich industrial country. Every day it's getting more powerful. At every stage, in every aspect of South African industrial life, you'll find Total. Where it matters. TOTAL. The fuel that powers and the oil that protects.

« L'Afrique du Sud est un pays industriel riche » affirme cette publicité de Total parue dans le « Financial Mail » en R.S.A. On comprend, dans ces conditions, que les attentats du mois dernier aient profondément ébranlé le gouvernement de Prétoria et l'opinion publique blanche... D'autant qu'ils ne seront sans doute pas les derniers. La stratégie du sabotage industriel, phase ultime de la guérilla au Zimbabwe, s'impose en effet aux nationalistes sud-africains comme un moyen privilégié de lutte parce que, d'une part, le terrain se prête mal, en Afrique du Sud, à une guérilla classique et, d'autre part, c'est bien là, dans ses usines, ses mines et ses villes que réside la puissance de l'Afrique du Sud blanche.

## les métis refusent l'apartheid scolaire

Le sabotage des installations de la Sasol a, en outre, coïncidé avec une vague d'effervescence sociale et raciale qui n'est pas sans rappeler, à certains égards, le mouvement de l'été 1976 même si ce sont, cette fois, les jeunes métis qui ont donné le « la », alors que Soweto, qui se souvient encore de ses 600 morts, est restée calme.

Une série de grèves, organisées à l'origine contre la discrimination et la ségrégation raciale dans les établissements scolaires, ont paralysé les lycées métis et indiens ainsi que quelques universités noires dont celle de Fort Hare. En même temps, les travailleurs des abattoirs du Cap se mettaient en grève pour obtenir la reconnaissance de leur syndicat et la population noire et métis de cette ville décidait, à la suite de leur licenciement collectif, de boycotter la viande de boucherie. A la fin du mois de mai, tandis qu'à Durban,

les ouvriers du textile obtenaient partiellement satisfaction après une grève de plusieurs jours, les habitants de la région du Cap refusaient, par un nouveau boycott, les augmentations des tarifs des autobus.

## des évêques jetés en prison

Tous ces mouvements, et notamment celui des lycéens, ont provoqué à plusieurs reprises des affrontements avec la police ainsi qu'une campagne d'intimidation consistant à multiplier les arrestations de « suspects »... le plus souvent relâchés une nuit ou quelques jours après. Mille deux cents personnes, des adolescents et des intellectuels surtout, ont ainsi été arrêtées et détenues pour des durées variables, mais toujours sans inculpation, entre le 15 avril et le 31 mai puis à nouveau, près de 1300 entre le 9 et le 11 juin. Parmi elles, 53 hommes d'Eglise descendus dans la rue, le 26 mai, pour demander la libération de l'un des leurs, le Révérend John Thorne, arrêté la veille pour avoir pris position dans un discours public en faveur des lycéens en grève. A la tête de ces prêtres et de ces pasteurs représentant les Eglises chrétiennes de presque toutes les confessions, l'évêque anglican Desmond Tutu, secrétaire général du Conseil Sud Africain des Eglises. Une organisation coupable, selon le Premier Ministre Pieter Botha. « d'attiser le feu des révoltes à travers le pays » et de « donner aux Blancs un sentiment de culpabilité »...

« Nous ne recherchons pas, répliquait, après sa nuit au poste de police, l'évêque anglican, une confrontation avec le gouvernement mais, dans notre recherche d'une société plus juste et non raciale, nous trouvons le gouvernement sur notre chemin. Nous disons aux gens au pouvoir : la raison et les fusils ne sont pas une solution aux problèmes du pays. Ils se trompent s'ils pensent que les Noirs resteront un groupe opprimé ».

Le mouvement de protestation a culminé autour du quatrième anniversaire du massacre de Soweto. D'importants soulèvements ont eu lieu, notamment au Cap, dans les jours qui ont suivi le 16 juin. Une fois de plus, la police raciste a montré sa volonté de mater toute velléité de libération en tirant sur la foule et en faisant des centaines de morts dont de nombreux écoliers.

Si la majorité des Blancs souhaitent que les autorités répondent à la montée de l'opposition nationaliste par un durcissement de la répression, une partie d'entre-eux commence d'ailleurs à penser comme l'évêque Tutu. La victoire au Zimbabwe de Robert Mugabe a, comme en 1976 celle de Samora Machel au Mozambique, donné aux Noirs d'Afrique du Sud, en même temps qu'un nouveau héros, un regain d'espérance.



Famille métis au Cap

Mais « l'effet Mugabe » en Afrique du Sud c'est aussi, semble-t-il, le début d'un certain réalisme de la part d'une fraction de l'opinion publique blanche qui commence à comprendre que l'heure n'est plus aux réformettes et qui demande que, sans attendre, comme au Zimbabwe, d'y être contraint par la guérilla, le pouvoir pâle négocie avec les véritables représentants de la communauté noire.

Une campagne pour la libération de Nelson Mandela, le leader de l'ANC condamné en 1964 à la prison à vie, a été lancée le 29 mai dernier à Johannesburg au cours d'un meeting auquel participait, pour la première fois depuis bien longtemps, une foule multiraciale. Vingt cinq ans après l'adoption, par une autre assemblée multiraciale (1) de la « Charte de la Liberté »... Certes, dans les deux cas, les Blancs qui étaient présents à ces manifestations ne représentaient qu'une tendance minoritaire. Mais le mouvement pour la libération de Nelson Mandela a reçu, entre autres, l'appui d'une partie de la presse anglophone ainsi que celui, non négligeable, du Conseil Sud Africain des Eglises et de son secrétaire-général.

## l'a.n.c. organise la résistance

C'est le mouvement nationaliste, qui, après l'exil forcé, en 1960, de l'ANC et du Panafrican Congress (PAC) s'était quelque peu essoufflé, a aujourd'hui repris vigueur. Il est multiforme avec d'une part des mouvements de masse — grèves, boycotts, manifestations — de plus en plus fréquents, organisés le plus souvent

à la base et au coup par coup et, d'autre part, des actes de sabotage et de guérilla qui témoignent de la force retrouvée de la plus ancienne des organisations nationalistes, l'ANC de Nelson Mandela et d'Olivier Tambo. Celle-ci possède aujourd'hui à l'intérieur du pays un réseau bien organisé de militants clandestins — celui-là même qui a notamment permis l'évasion d'Alex Moumbaris et de ses camarades (2) — ce qui lui permet d'infiltrer de plus en plus de combattants entraînés à la lutte de guérilla. A cela, semble-t-il, deux facteurs décisifs : la victoire des nationalistes dans les anciennes colonies portugaises, qui a permis d'ouvrir des brèches dans le glacis qui protégeait l'Afrique du Sud et, surtout, les retombées des événements de Soweto de 1976. Ceux-ci, on s'en souvient, ont fait 600 morts. Mais ils ont aussi incité ou contraint plusieurs milliers de jeunes gens et d'adolescents à l'exil.

Tous n'appartenaient pas à l'ANC qui, s'il n'était pas absent du mouvement de 1976, n'en était cependant pas le maître d'œuvre, mais la plupart, une fois à l'étranger, ont tout naturellement rejoint l'ANC. Une partie de ces jeunes poursuivent aujourd'hui leurs études dans les écoles du mouvement grâce à des bourses accordées par des gouvernements africains mais un grand nombre d'entre-eux ont préféré s'orienter vers les camps d'entraînement de l'ANC. Et ce sont eux, aujourd'hui, qui reviennent et forment la base de la résistance armée.

Dominique LAGARDE

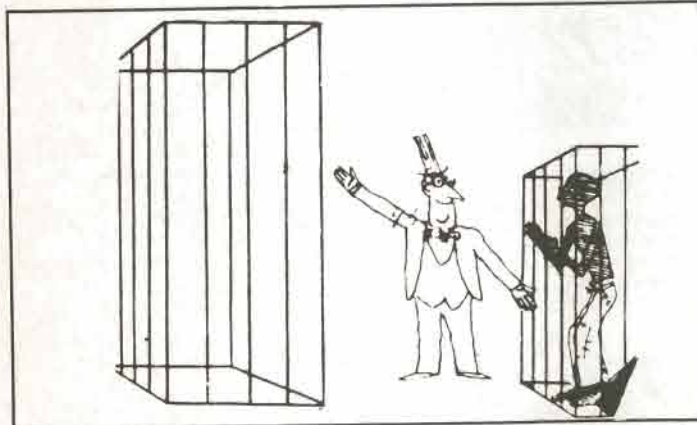
(1) La « Charte de la Liberté » a été adoptée en 1955 par l'ANC, le Congrès Indien d'Afrique du Sud, le Congrès Métis d'Afrique du Sud, le Congrès des Démocrates (blanc) et le Congrès des syndicats d'Afrique du Sud (Sactu, multiracial)

(2) voir droit et liberté n° 338 février 1980, p. 8.



Ne bougez-pas ou nous perdrons notre stabilité.

## la caricature contre l'apartheid



L'apartheid évolue.



Nous venons avec le capital, la technologie, le savoir-faire. Vous, vous mettez à notre disposition des exemptions de taxes, la liberté d'exporter nos profits, la loi et l'ordre, la force de travail et les douilles pour les ampoules électriques, d'accord?

## ■ chronique ■

olympisme

# cinq anneaux, cinq continents

Les Jeux Olympiques sont le miroir d'un monde en mouvement. Ils reflètent les changements heureux qui se produisent au XX<sup>e</sup> siècle sur notre planète, non sans conflit ni contradiction, bien entendu.

Les Jeux Olympiques eux-mêmes ont changé. En bien. Ils étaient interdits aux femmes durant l'Antiquité. Aujourd'hui, elles y tiennent une juste place. Au début de ce siècle, ils étaient réservés à un petit nombre de nations et d'hommes : 496 concurrents seulement représentant 11 pays, en 1904, à Saint-Louis (USA). En ce temps-là, Noirs, Indiens et Métis participaient à des compétitions en marge lors des « Anthropological Days » (Journées Anthropologiques) !

Plus tard, la légende olympique dit qu'un grand favori noir ne put participer à la finale de sa spécialité car il se trouva enfermé — par ses coéquipiers blancs ? — dans les vestiaires, à l'heure de la compétition.

Mais tout a une fin, même les combats d'arrière-garde. En 1936, à Berlin, en pleine montée du nazisme, Hitler dut assister au triomphe du Noir américain Jesse Owens, quadruple champion olympique (100 m, 200 m, relais 4 fois 100 m, saut en longueur).

Puis ce fut l'apparition des pays socialistes (première participation de l'URSS en 1952) et des pays nouvellement décolonisés.

En 1972, à Munich, des records étaient établis avec 7.147 athlètes dont 1.070 femmes, provenant de 122 pays. Les cinq anneaux olympiques, chacun figurant un continent, cessaient d'être symboliques car ils représentaient enfin la réalité d'un mouvement devenu universel.

Au 1<sup>er</sup> janvier 1976, le Comité International Olympique (C.I.O.) reconnaissait 132 comités nationaux olympiques dont 40 d'Afrique, 32 des Caraïbes et d'Amérique, 28 d'Asie et d'Océanie, 33 d'Europe.

Depuis, l'immense Chine, le Vietnam, le Mozambique, les Emirats Arabes Unis, le Zimbabwe ont rejoint la grande famille olympique.

Si le président Carter n'avait pas décrété le boycottage des Jeux de Moscou (du 19 juillet au 3 août), ces derniers auraient été universels. Malheureusement, la R.F.A., le Japon, la Chine et le Canada ont été entraînés dans le sillage des Etats-Unis et de grandes nations sportives seront donc absentes des Jeux

de 1980, l'intervention soviétique en Afghanistan motivant le forfait de plusieurs dizaines de pays.

Cependant, la flamme olympique, si elle vacille, ne s'éteint pas. A la fin du mois de juin, 83 pays avaient répondu à l'invitation du Comité d'Organisation (COJO) des Jeux de Moscou dont la France, patrie de Pierre de Coubertin, rénovateur des Jeux Olympiques.

Quand les Jeux n'ont pas lieu, comme en 1916, 1940 et 1944, c'est que le canon tonne dans le monde entier et que les hommes se déchirent.

Pourtant, les Jeux Olympiques, c'est aussi l'utopie réalisée. Lors de la cérémonie de clôture, soudain, les champions se mêlent dans un désordre joyeux, bras dessus-bras dessous, de toutes races, de toutes couleurs, de toutes confessions, de toutes croyances politiques et religieuses.

« Je ne connais pas de spectacle plus beau » nous a dit un jour le populaire Michel Hidalgo, directeur des équipes de France de football. Olympisme bêlant ?

Non ! Expression d'une émotion vraie



Quelle que soit l'opinion que l'on peut avoir sur les polémiques à propos de la participation aux J.O. de Moscou, il ne faut pas oublier que l'olympisme est un moyen pour rapprocher les hommes.

et féconde dans un monde trop souvent au bord du gouffre.

Ils sont atteints de gigantisme, entachés de chauvinisme, pourris par les marchands qui ont envahi le temple du sport diront certains ! Et c'est vrai que de sérieux périls menacent l'Olympisme. Mais, le pire, c'est bien le danger de mort que des irresponsables leur font courir.

Un comité d'athlètes et de techniciens s'est créé en France pour défendre l'Olympisme. Un des appels de ce comité, renforcé par des champions allemands et nord-américains, souligne que les J.O. apparaissent comme le dernier maillon de la coexistence pacifique.

Cette phrase mérite réflexion. Pour que ce maillon soit solide, encore faut-il que les cinq anneaux qui le constituent restent entrelacés.

Jean-Claude GRIVOT

## le point de vue du mrap

Lors de son dernier congrès, le mrap a pris la position suivante à propos du mouvement olympique :

La question des Jeux Olympiques se situe dans le contexte inquiétant d'un retour à la guerre froide.

L'Olympisme, quelles que soient les réserves que certains puissent faire sur l'« idéologie sportive », a le mérite de permettre la rencontre des athlètes des cinq continents : nous le défendons et nous le défendrons, par-delà les enjeux politiques actuels, car il sert l'amitié entre les peuples.

On constate malheureusement qu'à l'occasion des Jeux Olympiques et d'autres manifestations sportives, le nationalisme, le chauvinisme viennent trop souvent contrarier ces aspirations.

Quoi qu'il en soit, les Jeux sont pour nous une occasion d'agir pour les Droits de l'Homme partout dans le monde, en montrant combien leurs violations contrastent avec les idéaux d'égalité et de fraternité qui devraient être exaltés sur les stades. Le mrap entend bien en profiter pour attirer l'attention sur cette atteinte particulièrement odieuse aux Droits de l'Homme qu'est le racisme, notamment dans les deux pays où doivent se dérouler les Jeux Olympiques d'hiver et d'été, qui se trouvent être, précisément, les deux puissances dont l'opposition tend à s'aggraver : les Etats-Unis et l'U.R.S.S.